



Un climat maussade au premier trimestre

Dans un contexte national et international de stagnation de l'activité, l'économie alsacienne ne repart pas au premier trimestre 2014. L'emploi salarié marchand se contracte avec une perte de 1 150 postes sur un trimestre et de 3 400 postes sur un an. Tous les secteurs d'activité sont touchés. Le taux de chômage ne baisse pas, sauf pour les jeunes, et la part de chômeurs de longue durée (42,4 %) devient supérieure à celle de la France métropolitaine. La création d'entreprises doit sa croissance exclusivement aux auto-entrepreneurs tandis que la création d'entreprises « classiques » diminue de 9,3 %. Les défaillances ont augmenté de 5,1 % après une éclaircie au dernier trimestre 2013.

Dans ce climat maussade, les seuls signes positifs proviennent de la construction de logements et de la fréquentation hôtelière. Le nombre d'autorisations de construction d'habitats collectifs (+ 2,4 %), de mises en chantier (+ 3,9 %) et de nuitées (+ 3,1 %) progressent légèrement ce trimestre.

Corinne Challand, Marie-José Durr, Michaël Karleskind, Marie-Laure Kayali, Philippe Marchet, Insee

Rédaction achevée le 16 juillet 2014

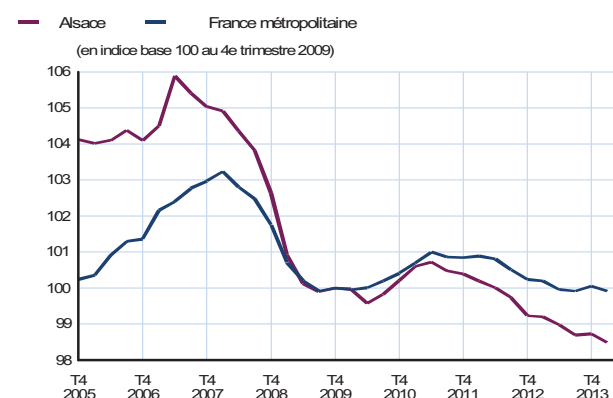
L'emploi salarié repart à la baisse

L'emploi salarié marchand non agricole recule de 0,2 % au premier trimestre 2014 en Alsace, soit une perte de 1 150 emplois (figure 1). La légère hausse du trimestre précédent ne se confirme pas et sur un an, la baisse atteint 0,7 %, soit un repli de 3 400 emplois. Le recul trimestriel est légèrement plus marqué dans le Haut-Rhin (- 0,3 %) que dans le Bas-Rhin (- 0,2 %). En France métropolitaine, le repli est moins sensible que dans la région (- 0,1 % sur un trimestre et -0,3 % sur un an).

Recul dans l'ensemble des secteurs

Au premier trimestre 2014, l'ensemble des secteurs d'activités perdent des emplois, notamment l'industrie (620 emplois, soit - 0,5 %) et le commerce (370 emplois, soit - 0,4 %) (figure 2). Sur un an, l'emploi recule de 2,3 % dans l'industrie et de 1,4 % dans le commerce. L'intérim est également en repli ce trimestre (- 0,9 %), mais sur un an il a progressé de 8,1 % (figure 3).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

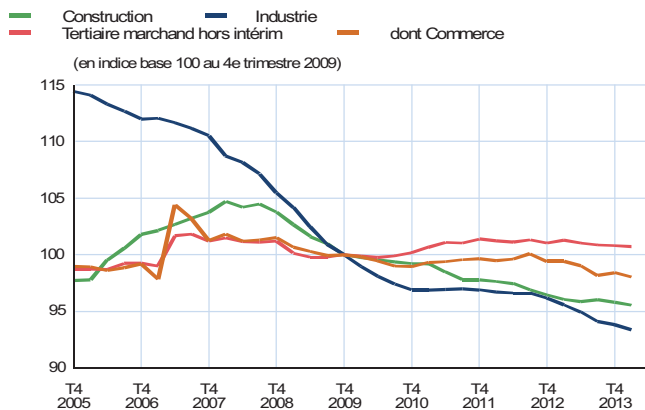


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur

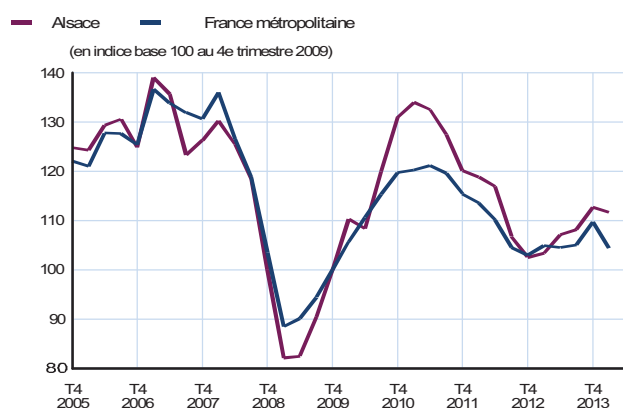


Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi salarié en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.

Note : données trimestrielles.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Le chômage ne diminue pas

Au premier trimestre 2014, le taux de chômage est resté stable en Alsace. Il touche 9,0 % de la population active contre 8,9 % au trimestre précédent (figure 4). L'écart de plus d'un point entre les deux départements subsiste (8,5 % dans le Bas-Rhin contre 9,7 % dans le Haut-Rhin). Sur un an, le taux de chômage a cependant diminué de 0,3 point dans les deux départements. C'est un peu plus qu'en France métropolitaine, où le taux de chômage a diminué de 0,2 point sur la même période.

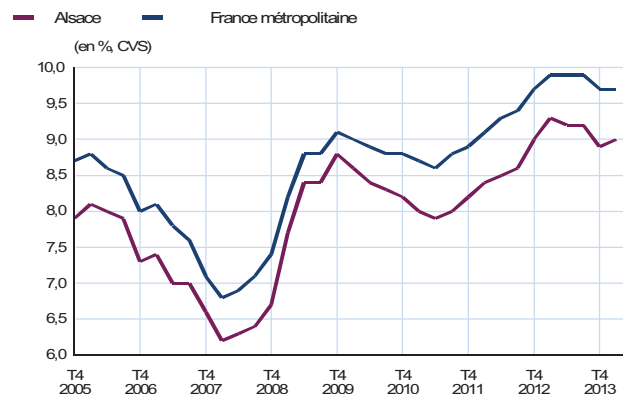
135 300 demandeurs d'emploi de catégories A, B et C sont comptabilisés fin mars 2014, dont 93 200 n'ont exercé aucune activité dans le mois. Au cours du premier trimestre, leur nombre augmente plus fortement que celui des demandeurs ayant exercé une activité réduite (+ 1,1 % contre + 0,7 %).

Le chômage des jeunes (- 2,3 % ce trimestre) diminue depuis un an, tandis que celui des seniors (+ 3,0 %) continue d'augmenter depuis plus de cinq ans. Sur le terrain, les fins de convention de conversion, de mission et de CDD affectent davantage les seniors.

57 300 demandeurs sont en recherche d'emploi depuis plus d'un an, soit 1 100 de plus qu'à la fin de l'année 2013. La part de ce chômage de longue durée atteint 42,4 % et dépasse le niveau national (42,2 %) pour la première fois depuis trois ans.

17 000 offres d'emploi ont été proposées au premier trimestre 2014, un recul de 3,3 % par rapport au trimestre précédent, comme au niveau national. C'est toutefois 3,3 % de plus qu'au premier trimestre 2013.

4 Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Frémissement pour les autorisations de construction d'habitat collectif

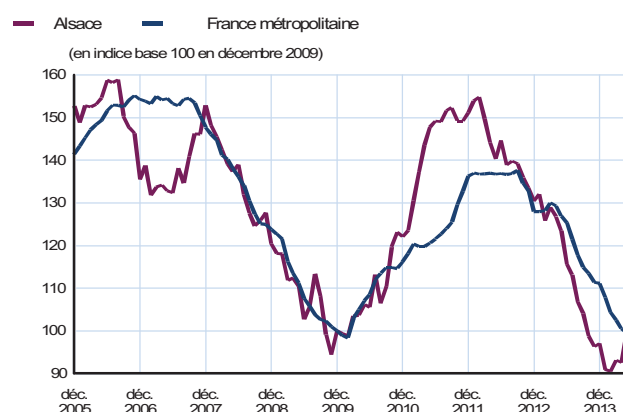
En Alsace, le nombre de logements autorisés à la construction atteint 9 600 au premier trimestre 2014, soit 4,0 % de moins par rapport au cumul annuel observé trois mois plus tôt (figure 5). Pour la première fois depuis plus de deux ans, les autorisations de construction repartent à la hausse dans l'habitat collectif (+ 2,4 %). En revanche, pour les logements individuels, c'est une dixième baisse trimestrielle consécutive (- 15,0 %).

En un an, le cumul des permis de construire a reculé de 27,8 %. La baisse atteint 40,6 % dans l'individuel et 14,8 % dans le collectif.

D'avril 2013 à mars 2014, 7 800 logements ont été mis en chantier en Alsace, soit une hausse de 3,9 % par rapport au cumul annuel mesuré trois mois plus tôt (figure 6). Sur un an cependant, la baisse est toujours importante (- 16,0 %). Ce recul ne concerne que le Bas-Rhin (- 28,1 %), le nombre de logements commencés dans le Haut-Rhin étant à la hausse pour le troisième trimestre consécutif (+ 20,2 %).

La surface de locaux non résidentiels autorisés à la construction entre avril 2013 et mars 2014 augmente de 7,4 % par rapport au cumul annuel pris trois mois plus tôt. Malgré cette seconde hausse consécutive, le repli sur un an reste de - 7,1 %. Sur la même période, la surface de locaux commencés recule de 11,1 % sur un trimestre et de 31,2 % sur un an.

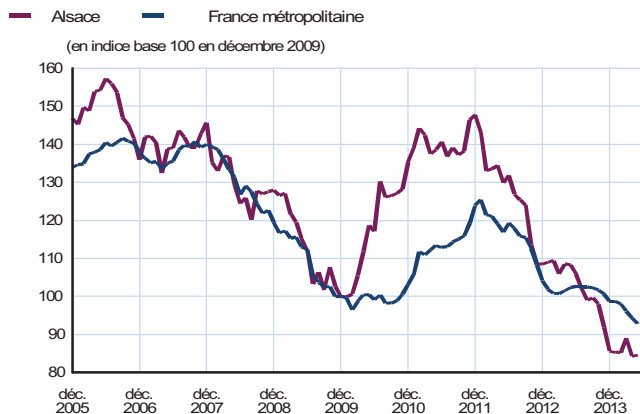
5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois. Le dernier mois représenté est le mois de mai 2014.

Source : SoeS, Sit@del2.

6 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois. Le dernier mois représenté est le mois de mai 2014.

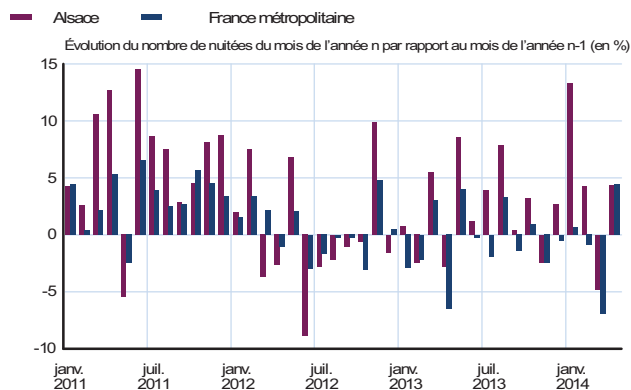
Source : SoeS, Sit@del2.

L'activité hôtelière soutenue par la clientèle française

La fréquentation hôtelière du premier trimestre 2014 a dépassé le niveau du même trimestre de l'année précédente : le nombre de nuitées est en hausse de 3,1 % et dépasse le million (figure 7). Ce sont les nuitées françaises entre janvier et mars 2014 (+ 5,2 %) qui expliquent cette hausse, alors que les nuitées étrangères sont en recul (-1,1 %). En France métropolitaine, le nombre de nuitées est en baisse de 2,9 % pour cette période, aussi bien pour les Français que pour les étrangers. Les chaînes hôtelières profitent de ces mois traditionnellement calmes puisque leur nombre de nuitées progresse de 13,6 % alors que les hôtels indépendants accusent un recul de 3,5 %.

Le taux d'occupation des chambres est de 45,1 % pour la région. La situation du Bas-Rhin est plus favorable avec un taux de 48,0 % (contre 40,9 % dans le Haut-Rhin). Là encore, ce sont les nuitées françaises qui ont fait la différence, elles sont en progression de 10,6 % dans le Bas-Rhin.

7 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Notes : données mensuelles brutes.

Suite au changement de méthodes intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été réétalonnées. Le dernier mois représenté est le mois d'avril 2014.

Sources : Insee ; DGCS, partenaires régionaux.

Troisième hausse consécutive des créations d'entreprises

En Alsace, 3 400 entreprises ont été créées au premier trimestre 2014, en données CVS, soit une augmentation de 1,9 % par rapport au trimestre précédent (figure 8). Cette troisième hausse consécutive concerne exclusivement les auto-entreprises (+ 14,2 %), alors que le nombre de créations dites « classiques » recule (- 9,3 %).

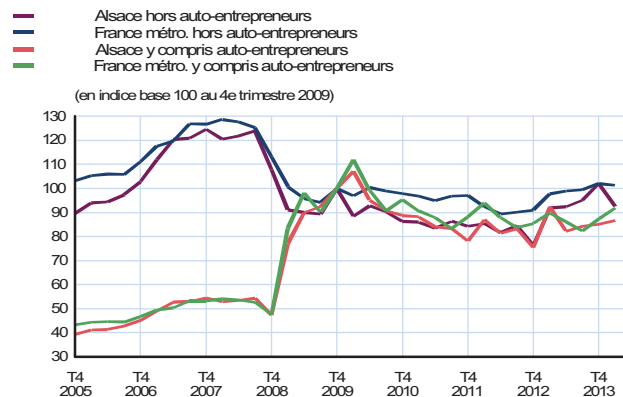
En données brutes, les immatriculations d'entreprises progressent dans les deux départements, un peu plus dans le Bas-Rhin (+ 13,8 %) que dans le Haut-Rhin (+ 11,0 %).

La construction est le secteur d'activité qui contribue le plus à la hausse des créations d'entreprises dans la région (+ 47,5 %). D'autres

secteurs progressent sensiblement, comme l'hébergement et la restauration (+ 28,5 %) et l'industrie (+ 22,2 %). À l'inverse, seules les activités immobilières connaissent un recul du nombre d'immatriculations d'entreprises (- 22,1 %).

En France métropolitaine, la hausse des créations d'entreprises est plus forte que dans la région, progressant de 5,1 %. C'est le résultat de la poursuite de l'augmentation des créations d'auto-entreprises (+ 10,8%), comme au trimestre dernier, et d'un recul moins important des créations dites « classiques » (- 0,8 %).

8 Créations d'entreprises



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

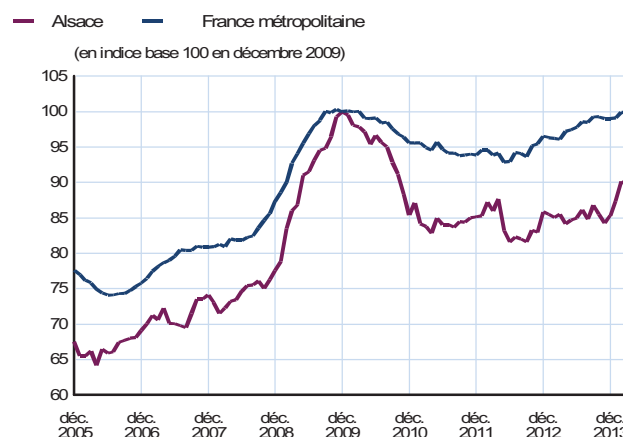
Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneurs sont brutes. Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Hausse des défaillances d'entreprises

Le nombre de défaillances d'entreprises atteint 1 600 entre avril 2013 et mars 2014. Par rapport au cumul annuel observé trois mois auparavant, il progresse de 5,1 % (figure 9). En France métropolitaine, la hausse est plus modérée (+ 0,6 %). La hausse se concentre dans le Bas-Rhin (+ 8,9 %), alors que le nombre de défaillances dans le Haut-Rhin recule (- 1,2 %). Sur un an, le nombre de défaillances d'entreprises progresse de 4,9 % dans la région et de 3,7 % en France métropolitaine.

9 Défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 12 mai 2014, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Banque de France, Fiben.

Accélération de la croissance allemande

La croissance allemande accélère au premier trimestre 2014 (+ 0,8 %), soutenue par la vigueur de la demande intérieure et le dynamisme de l'investissement. Par rapport au quatrième trimestre 2013, les investissements dans la construction et dans les équipements (machines et automobiles) sont en forte progression, de respectivement 3,6 % et 3,3 %. En outre, le rebond des dépenses de consommation des ménages (+ 0,7 %) et celui des dépenses

publiques (+ 0,4 %) contribuent nettement au dynamisme de l'activité. En revanche, les échanges extérieurs participent négativement à la croissance du PIB (- 0,9 point). Les importations, dopées par la hausse de la consommation intérieure, augmentent de 2,2 %, plus vite que les exportations (+ 0,2 %).

Avec 41,7 millions d'emplois, le nombre d'actifs occupés augmente de 344 000 personnes (+ 0,8 %), comparé au premier trimestre 2013, mais est en recul de 1,1 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, les effectifs sont en hausse dans les services aux entreprises (+ 2,6 %), les services de la santé et de l'éducation (+ 1,2 %) et plus faiblement dans le BTP (+ 0,5 %) et dans l'industrie (+ 0,4 %). Fin mars 2014, le taux de chômage allemand au sens du Bureau International du Travail (BIT) atteint 5,2 %, contre 5,4 % un an plus tôt.

La croissance dans le Bade-Wurtemberg reste très soutenue : + 2,4 % entre le premier trimestre 2013 et le premier trimestre 2014, portée par la demande intérieure et les exportations. Avec 5,9 millions d'emplois, la hausse est de 1,3 % sur un an. Elle est particulièrement forte dans le BTP (+ 2,0 %) et les services (+ 1,6 %), mais plus faible dans l'industrie (+ 0,3 %). Le chômage concerne 4,1 % de la population active fin mars 2014, soit 0,2 point de moins sur un an. En Rhénanie-Palatinat, le nombre d'emplois atteint 1,9 million, soit + 0,5 % en un an. La croissance de l'emploi repose essentiellement sur le tertiaire (+ 0,5 %), qui recrute 72 %

des actifs. L'industrie manufacturière (+ 0,5 %) et le BTP (+ 0,2 %) voient également leurs effectifs augmenter. Le taux de chômage atteint 5,7 %, soit - 0,1 point sur un an.

En Suisse, le PIB a progressé de 0,5 % par rapport au trimestre précédent, grâce à la bonne performance des exportations de marchandises (+ 2,0 %) et des investissements dans la construction (+ 2,7 %). À l'inverse, les importations fléchissent (- 0,8 %), de même que les investissements en biens d'équipement (- 1,5 %) et les dépenses de l'État (- 0,8 %). Comparée au premier trimestre 2013, la production industrielle croît de 0,5 % et la construction de 6,7 %.

La Suisse compte 4,8 millions d'actifs occupés au premier trimestre 2014, soit une hausse de 1,0 % sur un an. Stable dans le secteur industriel, l'emploi progresse dans le tertiaire (+ 1,0 %). Dans la Suisse du Nord-Ouest, avec 660 000 actifs occupés en moyenne au premier trimestre 2014, l'évolution est de + 1,6 % et celle des frontaliers de nationalité étrangère de + 4,1 %. Le nombre de frontaliers résidant en France progresse de 3,9 % entre le premier trimestre 2013 et 2014. Pour les seuls frontaliers alsaciens, la tendance est opposée ; ils sont moins nombreux (- 0,8 %) et plus particulièrement lorsqu'ils travaillent dans les cantons de Bâle-Ville et Bâle-Campagne (- 1,8 %). Le taux de chômage suisse au sens du BIT a augmenté de 0,2 point en un an pour atteindre 4,8 % au premier trimestre 2014. ■

La croissance revient mais ne décolle pas

Au premier trimestre 2014, l'activité stagne. La croissance reviendrait en France au deuxième trimestre (+ 0,3 %). Au second semestre, la croissance ne décollerait pas : elle resterait moyenne (+ 0,3 % par trimestre). Au total, le PIB progresserait de 0,7 % en 2014, après + 0,4 % en 2012 et 2013. Des facteurs persistants continuent de limiter l'ampleur de la reprise. Le pouvoir d'achat des ménages s'améliore certes, mais trop modestement pour conduire à une franche accélération de la consommation (+ 0,3 % en 2014) et à une reprise de l'investissement en logements neufs. Confrontées à une demande qui ne décolle pas, et avec un taux de marge qui se redresse mais reste bas, les entreprises ne sont pas enclines à investir. Enfin, les exportations françaises ne profiteraient pas pleinement de l'accélération attendue du commerce mondial, pénalisées notamment par l'appréciation de l'euro.

L'emploi total progresserait au premier semestre 2014 (+ 22 000 postes) comme au second semestre (+ 38 000) du fait des emplois aidés. Le taux de chômage augmenterait légèrement d'ici fin 2014 (10,2 %).

Les économies avancées ralentissent ponctuellement

Les économies avancées ralentissent au premier trimestre 2014, principalement du fait de la contraction de l'économie américaine. Dans la zone euro, l'activité accélère en Allemagne et en Espagne mais cale en France et en Italie.

Les économies émergentes traversent toujours une zone de turbulences : les attaques monétaires ont cessé mais les resserrements monétaires passés continueraient de peser sur l'activité. Leurs importations ne progresseraient que modérément d'ici la fin de l'année.

À l'inverse, les économies avancées retrouveraient de l'élan d'ici fin 2014. Aux États-Unis, l'activité rebondirait fortement. Au Royaume-Uni, la demande intérieure progresserait vigoureusement malgré un marché immobilier qui s'assagirait au second semestre. La zone euro, et notamment l'Espagne, retrouverait du tonus (+ 0,3 % par trimestre), grâce à une moindre consolidation budgétaire, un redressement de l'investissement et une baisse de l'épargne de précaution des ménages. En revanche, la construction continuerait de peser négativement dans la zone, excepté en Allemagne.

Insee Alsace

Cité Administrative
14 rue du Maréchal Juin
CS 50016
67084 Strasbourg Cedex

Directeur de la publication :
Joël Creusat

Rédacteur en chef :
Jacques Marty

ISSN en cours
@ Insee 2014

Pour en savoir plus :

- Note de conjoncture nationale de juin 2014 « La croissance revient mais ne décolle pas »
www.insee.fr/fr/thèmes/conjoncture/analyse_de_la_conjoncture

